CTSD du 25 janvier 2021
Déclaration de la CGT éduc'action

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (1)

Alors que les collèges du Val de Marne s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la crise, nous ne sommes toujours pas écoutés, en dépit d'un mouvement social qui s'est pourtant étendu sur plusieurs semaines à partir du 2 novembre et qui a touché une trentaine de villes. L'hommage scandaleusement bâclé à notre collège Samuel Paty, mais aussi le protocole sanitaire et les conditions de travail dégradées ont achevé de mettre le feu aux poudres. Pour nous, ce mouvement social n'était pas une surprise, nous l'avions même annoncé au CDEN du 12 octobre et Il a eu lieu. Pourquoi ? Parce que dans l'intervalle, vous n'avez tenu aucun compte de nos avertissements. Pire, rien n'a été fait pour que la situation s'améliore.

Aujourd'hui, la communauté éducative n'en peut plus des injonctions absurdes et incohérentes : Cela fait bientôt un an qu'on nous ment et qu'on nous balade sur la crise du COVID, en nous racontant tout, n'importe quoi et son contraire. Les personnels sont excédés d'être infantilisés, d'apprendre dans le journal ce qui se passe dans leurs propres établissements et de constater à quel point l'impact de cette crise est minimisé. Il suffit pourtant d'aller se promener sur le terrain pour mesurer l'ampleur du désastre. La semaine dernière, les AED d'un collège nous disaient encore : « dans notre collège, on est très nombreux à avoir attrapé le covid et tout le monde s'en fout ».

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (2)

De renoncements en renoncements, ce pseudo-protocole à appliquer « dans la mesure du possible », ne ressemble plus à rien. Sans surprise, il s'est transformé un peu partout en un vague sens de circulation dans les couloirs avec des flèches impossibles à respecter, pendant que nos élèves restent entassés. On doit faire face en permanence à un énorme brassage et donc à une diffusion accrue du virus. Si le principe de la salle dédiée pour chaque division avec les enseignants qui circulent est inopérant pour lutter contre le

virus, il a généré par contre de nombreux dysfonctionnements et une souffrance au travail considérable partout où il a été mis en place, ce qui n'est pas une surprise. Aujourd'hui, les collèges ont abandonné ce dispositif dans leur écrasante majorité ou sont en train de le faire. A force de se promener de salle en salle avec des bannettes, des feutres, des clefs, des dictionnaires des claviers sous le bras, des feuilles, des copies, des livres, des chariots avec du matériel, des équerres, des clefs USB et une charge mentale décuplée, les enseignant.e.s, se sont retrouvés dans une situation à devenir fou. Certains d'entre eux éteignaient et rallumaient leurs sessions informatiques six ou sept fois par jour. A chaque arrivée en classe, ils se retrouvaient avec des problèmes infinis de branchements et de câblage à régler en plus de leur classe à surveiller. On ne compte plus les incidents consécutifs à cette organisation absurde du travail (mise en danger des élèves, perte de temps considérable, défauts de surveillance, vols, dégradation de matériel, bagarres etc.) Avec l'arrivée de l'hiver, on gère l'urgence, on travaille désormais dans le froid, et dans des conditions intenables. Après avoir subi de plein fouet la canicule de septembre, nos élèves viennent maintenant au collège avec des couvertures et des ponchos.

Côté personnels, les arrêts maladie succèdent aux burn outs. La scandaleuse liste des absences non remplacées est désormais longue comme le bras. Aucun collège n'est épargné par ce chaos, soigneusement orchestré par le ministère pour détruire un peu plus l'école alors qu'il est payé par le contribuable pour assurer la continuité du service public dont M. Blanquer se vante alors qu'il a transformé l'éducation nationale en garderie.

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (3)

Depuis la reprise de l'épidémie, une solution simple et pertinente existe pour éviter le décrochage scolaire tout en prévenant la propagation du virus. Les cours en demi-groupes que la plupart des établissements réclament depuis des semaines sont faciles à mettre en place et permettent un vrai respect des gestes barrières. En faisant venir par exemple la moitié du collège le matin et l'autre moitié l'après-midi, on peut retrouver nos élèves tous les jours. Les demi-groupes facilitent grandement les choses pour la vie scolaire. Ils résolvent les problèmes de la cantine en permettant de manger sans stress, dans des conditions et des délais raisonnables. Ils facilitent le travail des agents. Il nous permettent d'avancer dans les cours de manière satisfaisante et avec de bonnes conditions de travail, mais aussi de distribuer du matériel, tout en donnant des devoirs et en ramassant les copies. Certes, il y a moins d'heures de cours pour les élèves mais la CGT assume totalement cette position en cette période de crise sanitaire. En demi-groupes, le travail

effectué est très efficace, ce qui représente assurément un moindre mal par rapport à la situation actuelle qui est catastrophique mais aussi par rapport au reconfinement de mars dernier, qui a généré un décrochage massif. Bref, les demi-groupes représentent une solution simple, viable et efficace... Sans doute beaucoup trop simple, trop viable et trop efficace pour les technocrates perchés de la rue de Grenelle qui passent le plus clair de leur temps à justifier leur salaire indécent en montant d'horripilantes usines à gaz impossibles à mettre en œuvre sur le terrain ?

A la longue, on finit par se demander si certains de nos dirigeants n'éprouvent pas une sorte de jouissance perverse à placer les personnels et les élèves dans des situations désespérées. C'est à se demander ce qu'on leur a fait pour qu'ils se comportent de la sorte ?

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (4)

Pour nous, pas question que les demi-groupes se traduisent par un enseignement hybride sous forme numérique. Rappelons que ces demi-groupes ne changeront rien à notre temps de travail en classe et hors la classe Pas question pour nous d'y ajouter une masse de tâches supplémentaires pour un salaire identique, alors que nous réclamons des moyens pour gérer cette crise et que nous ne les avons pas eus parce que le gouvernement a jugé préférable d'arroser de deniers publics les entreprises du CAC 40 qui licencient à tour de bras. L'enseignement numérique hybride est un dispositif inefficace et dangereux. Les cours de ce type sont terriblement stressants, augmentent notre charge mentale et institutionnalisent de manière sournoise une société de surveillance. De nombreux dérapages se sont déjà produits pendant le confinement, avec des données aspirées, des enseignants enregistrés à leur insu et des extraits de cours qui se sont retrouvés sur les réseaux sociaux avec des commentaires divers, des insultes etc.... Lorsque les élèves ne mettent pas en route leur webcam, personne ne sait qui est derrière l'écran en train de surveiller ce qui se passe ! Les parents (ou d'autres personnes) se retrouvent alors en capacité de surveiller non seulement leur enfant mais également tous les enfants des autres, ce qui pose un énorme problème, sans parler des conséquences désastreuses sur les relations avec et entre les familles. La mise en place d'un système dans lequel un adolescent se retrouve dans l'impossibilité d'échapper à ses parents est catastrophique pour son développement psychologique. Enfin, ce n'est pas pour rien qu'une classe a quatre murs ! Les cours s'y déroulent dans un espace sécurisé dans lequel les élèves savent qu'ils peuvent tâtonner, se tromper, se lancer pour s'exprimer, mais aussi être eux-mêmes. Alors que les étudiants et les

enseignants du supérieur sont complètement excédés par l'enseignement à distance et que les décrochages se multiplient dans les universités, qui serait assez fou pour s'imaginer qu'un système déjà invivable pour des adultes serait pertinent pour des collégiens ?

La crise du COVID a surtout mis en lumière le caractère délirant d'une politique ministérielle, qui mise tout sur le numérique pour remplacer les humains en présentant cela comme « l'école du futur ». Quelle que soit la classe d'âge concernée, la démonstration est faite : notre profession n'est pas télétravaillable. A force de laisser pourrir la situation, et alors que de nombreux pays européens ont refermé leurs écoles, nous ne sommes plus à l'abri d'un reconfinement total avec fermeture des collèges, alors qu'on aurait pu éviter cela avec des moyens et une stratégie d'anticipation au lieu de faire les malins. Si reconfinement il y a, nous exigeons par ailleurs que la date nous en soit communiquée au plus vite, au moins deux semaines en amont. En outre, inutile de compter sur nous pour repartir une nouvelle fois et du jour au lendemain dans le cauchemar de l'enseignement à distance, totalement en dehors des clous du décret qui régit le télétravail dans la fonction publique.

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (5)

Du côté des DHG, la perspective de la prochaine rentrée est catastrophique et le plan d'urgence que nous réclamons n'arrive toujours pas. Pour conserver le H/E (déjà calamiteux) de l'an dernier dans le 94 il manque 25 ETP. Nous attendons toujours le document avec les créations et les suppressions de divisions que nous avions les autres années et nous nous demandons de quel droit vous vous autorisez à ne pas nous le donner. L'éducation nationale serait-elle votre propriété privée ? Nous vous rappelons une nouvelle fois nos exigences, avec un maximum de 20 élèves par classe en REP et de 25 dans les classes banales. Pour la CGT, tous les effectifs qui ne correspondent pas à ces seuils seront jugés irrecevables. On constate par ailleurs de nombreuses bizarreries dans les chiffres que vous nous avez communiqués, notamment une importante évaporation du nombre d'élèves entre le CM2 et la sixième. Cette évaporation est bien plus forte que les autres années et vous devrez vous expliquer sur ce point. Des collègues exerçant dans des dispositifs UPE2A ont reçu dans leurs établissements des dossiers de demandes de fonds européens. Nous dénonçons comme l'an dernier cette solution qui ne peut être que temporaire, le financement des UPE2A doit être fait par le rectorat, avec des fonds pérennes.

Cette année encore, vous accentuez la pression sur des personnels déjà épuisés pour qu'ils absorbent l'équivalent de 22 postes supplémentaires sous forme de HSA. En instaurant le « travailler plus pour gagner moins », avec des HSA moins payées que des heures postes, M. Blanquer conforte son image de capitaliste de droite qui massacre les services publics en nous faisant du « Sarkozy de seconde zone ». L'augmentation constante des HSA, qui seront pour la plupart abondées en BMP, accompagne la loi de transformation de la fonction publique et la précarisation : autant de supports pour plus pour des emplois précaires, avec des recrutements au concours qui baissent.

De nombreux collègues tombent malades de leur travail, qui est en train de perdre tout son sens depuis qu'on a basculé dans la taylorisation du métier. Les enseignants ressemblent aujourd'hui au Charlie Chaplin qui visse des boulons sur une chaine de montage dans les Temps modernes avec au dessus de lui une armée de contremaitres grassement rétribués pour mettre en œuvre avec zèle la politique ministérielle en accélérant les cadences : en diminuant le nombre d'heures de cours, en multipliant les HSA, le nombre d'élèves par classe et les tas de copies à corriger, les pompiers pyromanes qui massacrent l'école sont les mêmes que ceux qui dénoncent hypocritement le creusement des inégalités. Ils envisagent même de nous en faire porter directement le chapeau, dans le cadre d'une immonde auto-évaluation des collèges, que nous allons évidemment refuser et boycotter en masse.

Dans l'académie, et pour une augmentation prévue de 3 667 élèves, cette année encore, aucun poste de CPE, d'infirmier·e, assistant·e social·e n'est prévu alors que de nouveaux établissements ouvrent. Nos élèves ont besoin d'enseignant.es mais aussi de personnels santé sociaux, de CPE, d'AED, et d'AESH, d'autant plus dans la période de crise sanitaire et sociale majeure que nous vivons mais que subissent de plein fouet les familles et les élèves.

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (6)

Les AESH, déjà en nombre insuffisant d'habitude. Actuellement, plusieurs d'entre eux se retrouvent soit en ASA depuis septembre, soit décimés par les arrêts de travail et non remplacés. La plupart n'ont pas de masques, ni de matériel adapté. Et ce n'est pas la structuration en PIAL en septembre qui rendra leurs conditions de travail plus gérables ! La mutualisation et l'empialement des AESH, entendez-le, va accroître le taux de démission déjà bien fort dans notre département. Nous dénonçons par ailleurs la pratique de

dumping social que vous mettez en place avec les services civiques pour remplacer les AESH !

Beaucoup d'élèves en situations de handicap se retrouvent actuellement dans une situation indigne, bien loin des opérations de communication sur le sujet. Nous souhaiterions par ailleurs disposer de chiffres fiables sur le nombre d'AESH manquants dans le département et sur le nombre d'AESH actuellement arrêtés et non remplacés (avec le nombre de jours de non remplacement). Alors que l'augmentation prévue et constante du nombre d'élèves en situation de handicap est en moyenne, nationalement de 6% par an, dans l'académie nous sommes à une moyenne de 11% constatée en 2020. L'académie ne répond pas aux besoins et n'anticipe pas assez : toutes les notifications sont loin d'être couvertes, le 94 détenant la palme nationale avec seulement 63% des notifications couvertes ! A titre d'exemple, et dans la seule ville d'Ivry sur Seine, il manque actuellement pas moins de 54 AESH, pour le premier et le second degré !

Vous n'écoutez pas ce qu'on vous dit (7)

Le mouvement de protestation qui touche les vies scolaires témoigne d'un ras-le-bol généralisé pour des AED et des CPE multitâches, préposés à la mise en place d'un protocole absurde et dans des conditions sanitaires déplorables. Et ce n'est pas en éjectant scandaleusement un AED le jour d'une audience avec la CGT au lieu de prendre la peine de l'écouter que vous changerez quelque chose à cette réalité. Actuellement, les vies scolaires se trouvent dans une situation de forte tension. Les AED ne sont pas suffisamment nombreux ni correctement remplacés, ils manquent de tout,(matériel, équipement), ils ne sont pas correctement payés, leurs statuts sont indignes et ils réclament depuis des années une prime REP. Ils ne supportent pas les discours culpabilisants à leur égard concernant leur prétendue « imprudence » sanitaire alors que de nombreuses vies scolaires ont été touchées par le covid et que les conditions de travail en sont directement responsables. Ils n'accepteront pas non plus, sous prétexte de COVID, d'accomplir des tâches qui ne correspondent en aucun cas à leurs contrats. Si rien ne change, alors le mouvement des AED intitulé « nous ne sommes pas des pions « se poursuivra et s'amplifiera, avec le soutien actif de la CGT éduc'action.

A tout cela s'ajoutent des provocations permanentes émanant du ministère. Fin des REP, baisse du nombre de postes, fin des CHSCT, laminage du paritarisme, caporalisation du métier, grenelle de l'éducation, mépris généralisé, profs bashing à jet continu.

Le prétendu « mépris » à l'égard de l'école n'en est pas du tout un. Pour la CGT, il s'agit bien davantage d'une stratégie totalitaire de réification du réel, théorisée en son temps par György Lukacs : la deshumanisation permanente, la réduction de nos vies à des chiffres, des statistiques, des flux et des stocks, la multiplication des dirigeants, le contrôle permanent du travail, l'éviction des contre-pouvoirs, l'invalidation systématique de tout discours divergent, la confiscation de tout l'école publique par une minuscule poignée de décideurs, la rupture du dialogue social remplacée par la lecture de fiches standardisées avec des éléments de langage préformatés sont autant de signes très caractéristiques d'une dérive autoritaire. Aujourd'hui, c'est toute une partie de l'éducation nationale qui est en train de se cogner sur l'autre.
Dans un numéro de la revue Challenges daté du 21 janvier, un partenaire de Jean-Michel Blanquer déclare à son sujet : *« en plantant des banderilles un peu partout, c'est lui qui aura réussi à faire bouger le plus l'institution* ». Tout est dit : l'éducation nationale est désormais comparée à un taureau qu'on achève.

On n'écoute plus ce que vous dîtes.

Pendant ce temps, le has tag #BlanquerDémission s'est retrouvé classé dans les 50 premiers mondiaux sur les réseaux sociaux à la fin de l'année 2020. La CGT éducation félicite notre ministre pour cette belle performance ! Aux dernières nouvelles, celui-ci hésiterait à se présenter aux régionales. Mais comment un ministre aussi populaire que lui pourrait-il redouter le verdict des urnes ? Craindrait-il un effet de buzynisation rapide ? Si M. Blanquer gérait notre système éducatif avec toute l'attention et la prudence qu'il consacre à son sort personnel et à son avenir politique, nous serions depuis longtemps tirés d'affaire.

La CGT éduc'action n'a pas de mots suffisamment durs pour dénoncer son projet éducatif, imbibé jusqu'à la moëlle d'une phraséologie libérale totalement indigeste et autres clichés managériaux complétement éculés, un projet qui réduit l'avenir de l'humanité à une simple question de gestion et de bonne gouvernance, un projet qui donne de l'école et de ceux qui s'y trouvent une vision totalement deshumanisée, un projet où se dessine en filigrane une vision effrayante du monde scolaire en particulier et du monde en général, un projet où chacun est en compétition contre tous les autres, un projet comme on n'oserait à peine l'imaginer dans les dystopies de science-fiction les plus pessimistes, un projet où chacun est à sa place dans la bonne case, où tout le monde obéit sans broncher, un projet complètement régressif, qui prévoit de fixer le destin de chacun dès le plus jeune âge, un projet dans lequel nos élèves ne valent que par leur savoir-être et leur futur métier, lui-même réduit à quelques vagues compétences, un projet d'une

médiocrité intellectuelle affligeante, un projet profondément machiste et patriarcal, un projet pétri de suffisance technocratique, un projet totalement dénué du moindre échantillon d'ambition et de souffle, bref, un projet confondant de bêtise et de médiocrité, un projet à mourir d'ennui et de désespérance.

Et comme d'habitude, plus les êtres humains sont bridés, plus leurs comportements sont pistés, surveillés, formatés, plus on essaye de les réduire par tous les moyens à l'obéissance, (tout en leur demandant d'être des citoyens, autonomes ayant l'esprit d'initiative !), plus on les précarise, moins on les paye et plus la liberté de faire n'importe quoi sur le plan institutionnel est accordée sans frein aux dirigeants du système : déréglementation tous azimuts, expérimentations diverses, bricolages avec les horaires, non respect des textes réglementaires, mise au pas des personnels, tout cela au nom d'une hypocrite "égalité des chances" qui masque en réalité un éclatement du service public et un total renoncement à la démocratisation : pour nous l'égalité n'est pas une « chance ». C'est un combat.

Pour toutes ces raisons, nous serons donc en grève demain, mardi 26 janvier.